

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 NÎMES

NÎMES, le 09/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/11/2022

Contexte et constats

Publié sur 

SANOFI-CHIMIE

route d'Avignon
30390 ARAMON

Références :
Code AIOT : 0006600432

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/11/2022 dans l'établissement SANOFI-CHIMIE implanté route d'Avignon 30390 ARAMON. L'inspection a été annoncée le 05/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SANOFI-CHIMIE
- route d'Avignon 30390 ARAMON
- Code AIOT : 0006600432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine SANOFI CHIMIE à Aramon, créée en 1963, produit près de 700 tonnes par an de principes actifs médicamenteux, essentiellement destinés à un usage pharmaceutique. La production s'effectue selon trois types de procédés : la synthèse organique, l'extraction végétale et l'hémi-synthèse, et la biochimie.

Sur les 85 hectares du site, les installations industrielles en occupent 20 et se répartissent sur une quarantaine de bâtiments. Le site est situé à 2 km d'Aramon et emploie environ 900 salariés (dont

près de 150 sous-traitants).

Le site relève des deux directives européennes suivantes :

- * Directive SEVESO (statut Seuil Haut) de par le dépassement direct des seuils des rubriques ICPE relatives au stockage et à l'emploi de substances toxiques aiguës, de produits dangereux pour l'environnement aquatique ou encore de substances ou mélanges cancérogènes spécifiques ;
- * Directive IED (émissions industrielles) de par les activités de fabrication par transformation chimique ou biologique de produits pharmaceutiques, et l'élimination ou valorisation de déchets dangereux dans une installation de co incinération.

Le site fait l'objet d'un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) approuvé par arrêté préfectoral du 16 janvier 2013.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : effluents aqueux, notamment :

- les suites données à l'inspection précédente sur ce thème
- les suites données aux incidents
- les accréditations/agréments des laboratoires d'analyse

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
1	Eaux de refroidissement	Arrêté Préfectoral du 03/03/2006, article 4.5.8.
2	Température de rejet	Arrêté Préfectoral du 03/03/2006, article 4.5.6.
3	rendements d'épuration	AP Complémentaire du 22/10/2008, article 4.2
4	surveillance des rejets de phosphore	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
5	Rapport d'incident 22 mars 2021	Arrêté Préfectoral du 03/03/2006, article 2.5.
6	Rapports d'incident 31 janvier et 6 juillet 2022	Arrêté Préfectoral du 03/03/2006, article 2.5.
7	Rapport d'incident 17 sept 2022	Arrêté Préfectoral du 03/03/2006, article 2.5.
8	Autosurveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
9	Recalage	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a apporté les suites appropriées à l'inspection précédente sur le thème de l'eau de 2021. L'autosurveillance des effluents aqueux est réalisée par un laboratoire accrédité et agréé. Les paramètres mesurés en interne (MES et DCO) font l'objet d'un recalage par un autre laboratoire agréé à l'occasion des contrôles inopinés. L'exploitant a pris les mesures appropriées suite aux incidents ayant entraîné des rejets de DCO dans les égouts thermiques, dont une fraction a été rejetée au milieu naturel.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Eaux de refroidissement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2006, article 4.5.8.
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux de refroidissement
Prescription contrôlée : Le refroidissement en circuit ouvert est interdit à l'exception du refroidissement du bâtiment 08 pour lequel il est admis une consommation maximale de 450 m3/jour.
Constats : Une autosurveillance journalière a été mise en place. Les très rares dépassements sont identifiés et font l'objet de mesures correctives. La consommation d'eau de refroidissement est en baisse et devrait encore baisser d'environ 50 m3/j en 2023 grâce aux travaux prévus sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Température de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2006, article 4.5.6.
Thème(s) : Risques chroniques, Température de rejet
Prescription contrôlée : T° < 30°C Article 21 de l'arrêté du 2 février 1998 : [...] Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux.
Constats : Les résultats sont conformes, y compris pendant l'été 2022. L'exploitant a amélioré le refroidissement des bassins biologiques par le remplacement des échangeurs, a diminué le taux de boues et amélioré le lissage en entrée de station.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : rendements d'épuration

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 22/10/2008, article 4.2
Thème(s) : Risques chroniques, rendements d'épuration
Prescription contrôlée : [2e référence : article 10.2.3. de l'AP n° 06.019N du 3 mars 2006 Auto surveillance des émissions aqueuses] rendements minimaux mensuels : DCO : 95 %, calcul journalier
Constats : Les résultats sont conformes depuis juin 2021. En effet, l'exploitant a fiabilisé la mesure de débit, optimisé les temps de séjour dans les bassins et optimisé le lissage de la DCO en entrée de la STEP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : surveillance des rejets de phosphore

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 60
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des rejets de phosphore
Prescription contrôlée : 2° Lorsque les flux journaliers autorisés dépassent les valeurs indiquées en contributions nettes, une mesure est réalisée pour les polluants énumérés ci-après et selon la fréquence indiquée, à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures et représentatif du fonctionnement de l'installation. - Phosphore total : autosurveillance journalière si flux autorisé > 15 kg/j
Constats : La mesure journalière a été mise en place. Les résultats sont conformes.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Rapport d'incident 22 mars 2021

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2006, article 2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident mars 2021
Prescription contrôlée : Rapport d'accident
Constats : Les actions correctives et pour prévenir un nouvel incident ont été faites. Notamment, le regard a été fermé et un niveau très haut a été mis en place sur la cuve concernée, avec alerte.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Rapports d'incident 31 janvier et 6 juillet 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2006, article 2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accidents janvier et juillet 2022
Prescription contrôlée : Rapport d'accident
Constats : Les rapports d'accident ont été transmis. Les premières actions correctives et pour prévenir un nouvel événement ont été faites : affichage d'un mode opératoire, identification des vannes, simplification du poste de travail, vérification des autres réacteurs. Début 2023, le refroidissement en eau perdue sur ce réacteur sera remplacé par un refroidissement en circuit fermé avec du glycol. Toutes les connections aux égouts thermiques seront supprimées, ce qui supprimera le risque d'un incident similaire, et diminuera la consommation d'eau.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Rapport d'incident 17 sept 2022

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/03/2006, article 2.5.
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident septembre 2022
Prescription contrôlée : Rapport d'accident
Constats : Le rapport d'accident a été transmis. Les premières actions correctives et pour prévenir un nouvel événement ont été faites : les 5 lignes de purge du procédé concerné ont été raccordées aux égouts chimiques (raccordés à la station d'épuration) à la place des égouts thermiques. L'identification des lignes a été améliorée. Le temps de pause entre 2 analyses de COT du réseau thermique a été supprimé, et l'analyse des 2 COTmètres a été décalée, ce qui réduit le temps de réaction maximal (détection COT et fermeture de vanne des égouts thermiques) à environ 4 minutes, au lieu de 8 précédemment. Le temps de réaction a également été réduit en cas d'incident sur le pH. De plus, fin novembre 2022, les plaques d'égouts du bâtiment concerné reliées aux égouts thermiques seront clairement identifiées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-II
Thème(s) : Actions nationales 2022, Accréditation si AS non réalisée par l'exploitant
Prescription contrôlée : Les modalités de mise en œuvre du programme de surveillance ainsi que les prescriptions techniques pour la réalisation des opérations de prélèvement et d'analyse de substances dangereuses dans l'eau doivent permettre de garantir la fiabilité et la traçabilité des résultats de mesure. Les préconisations et les normes énoncées dans le guide relatif à l'échantillonnage et à l'analyse des substances dans les rejets aqueux des ICPE, validé par le ministère en charge de l'environnement, sont réputées satisfaire à cette exigence.
Constats : Le laboratoire qui réalise l'autosurveillance le fait sous accréditation (sauf pour les AOX, car les prélèvements présentant une teneur en chlorures élevée, la méthode à base d'extraction sur phase solide (SPE-AOX) présentée en annexe A de la norme NF EN ISO 9562 (mars 2005) est mise en œuvre).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Recalage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Actions nationales 2022, Contrôle de recalage
Prescription contrôlée : Au moins une fois par an, les analyses sont effectuées par un laboratoire choisi en accord avec l'inspection des installations classées dans des conditions de déclenchement définies avec celle-ci. Ce laboratoire d'analyse devra être agréé ou, s'il n'existe pas d'agrément pour le paramètre analysé, il devra être accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). Pour les analyses de substances dans l'eau, l'agrément d'un laboratoire pour un paramètre sur une matrice donnée implique que l'échantillon analysé ait été prélevé sous accréditation.
Constats : Le laboratoire qui réalise le contrôle inopiné annuel est agréé. L'échantillon est analysé en double, afin de réaliser le recalage.
Type de suites proposées : Sans suite